

**VOUS ADHEREZ AUX IDEES D'ATTAC ?
ADHEREZ A ATTAC !**

un réseau national, européen et international



POUR REJOINDRE ATTAC.

Envoyez ce bulletin, accompagné de votre règlement à :
Attac, Service adhésions
60732 Ste-Geneviève cedex - France

Attac France

66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : +33.(0)1.41.58.17.40 - Fax : +33.(0)1.43.63.84.62
Mail : attacfr@attac.org - Site : france.attac.org



attac

Un autre monde est possible



www.france.attac.org

Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens



29 janvier 2009 :

ensemble pour le début d'un vrai mouvement

L'association Attac s'associe à la grève et aux manifestations appelées par les organisations syndicales. Attac entend, avec toutes les forces et mouvements sociaux progressistes, contribuer à la mobilisation pour des solutions à la crise actuelle, qui aillent dans le sens de la justice et du progrès social.

Il y a ceux qui trinquent

La crise touche aujourd'hui dramatiquement une grande partie de celles et ceux qui travaillent, sont au chômage ou en retraite. L'emploi est dégradé et les conditions de vie des salariés, déjà altérées par les années de vaches maigres, risquent un recul encore plus fort.

Il y a ceux qui continuent comme avant

Malgré la crise financière, la distribution des stock-options et des dividendes va continuer. La suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les stock-options, qui avait été envisagée, est abandonnée.

Une politique gouvernementale...

Bouclier fiscal, réforme des heures supplémentaires et des 35 heures, budgets des services publics pressurés, système de santé attaqué, mise en œuvre de la privatisation de La Poste, allongement de la durée de cotisation de retraite, baisse de l'indemnisation des chômeurs... La crise n'empêche pas la poursuite de cette politique.

... aux résultats catastrophiques

Les entreprises licencient, se débarrassent des intérimaires et des CDD et se défont des aléas de leur activité sur la sous-traitance...

Le système de protection sociale et de service public dont bénéficiait la population de notre pays, acquis de haute lutte par des combats commencés il y a plusieurs dizaines d'années, a pris l'eau de toutes parts. Cette déconstruction, œuvre du capitalisme néolibéral depuis plus de vingt ans, signifie que 10 % de la valeur ajoutée est passée du travail aux profits du capital. L'Union européenne, les gouvernements des principaux pays européens, les institutions internationales et bien sûr les grands groupes patronaux ont été les artisans de cette destruction.

La faute à qui ?

Cette soif de profits, ces réformes visant à capitaliser les systèmes de retraites, à privatiser la protection sociale, afin d'alimenter la sphère financière spéculative, ont conduit à la crise actuelle.

Cette financiarisation est inhérente aux mécanismes capitalistes. Et on ne nous fera pas croire que, pour résoudre la crise, il suffirait de « moraliser » le capitalisme.

Une crise globale

La crise s'installe alors que les écosystèmes sont de plus en plus menacés par ce système qui étend son mode de production partout sur la planète, multipliant le transport des marchandises, désertifiant des régions entières. Le réchauffement climatique est maintenant avéré.

La crise énergétique n'a pas disparu malgré la baisse du prix du baril de pétrole, car la question des limites des ressources énergétiques demeure posée.

L'agriculture est, comme le reste, sous la coupe des multinationales qui veulent imposer aux paysans et à toutes les populations des productions industrialisées dont elles seules auront le contrôle.

Les produits alimentaires sont soumis aux spéculateurs, provoquant des situations dramatiques, tantôt pour les paysans soumis au libre-échange qui voient les prix baisser dramatiquement, tantôt pour les populations qui ne peuvent plus se nourrir.

Énergies renouvelables, autosuffisance alimentaire, développement socialement et écologiquement durable, voilà les enjeux à prendre en compte pour sortir de la crise actuelle.

La mondialisation de la production, des échanges de biens, de services, de capitaux... amène aujourd'hui tout le système dans la crise. Le chômage et le nombre de familles sans logement augmentent partout sur la planète, tandis que les revenus les plus bas diminuent. La dette qui étouffe les pays du Sud est moins importante que les sommes qui ont été déboursées pour rétablir les banques en faillite !

Tous ceux qui nous avaient dit que les « réformes » étaient inévitables tentent aujourd'hui de sauver la face. Bien plus, ils souhaitent rétablir au plus vite les conditions de nouveaux profits. Voilà pourquoi les mesures prises sont insatisfaisantes : les injustices sociales et fiscales sont maintenues, aucune privatisation n'est annulée, aucune mesure contre la protection sociale n'est remise en cause, et l'argent donné aux banques ne correspond en rien à un contrôle de leur activité, encore moins à des nationalisations.

ne pas jeter sur la voie publique

PLATE-FORME FONDATRICE

(extraits)

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les États souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. [C'est ainsi que] au nom d'une transformation du monde présentée comme une fatalité, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Il est [donc] urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux plans national, européen et international.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les États à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté.

Attac lutte pour entraver la spéculation internationale, taxer les revenus du capital, sanctionner les paradis fiscaux, empêcher la généralisation des fonds de pension et, d'une manière générale, reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière, et s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au prétexte du « droit » des investisseurs et des marchands.



attac

Un autre monde est possible



www.france.attac.org
Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens

VOUS ADHEREZ AUX IDEES D'ATTAC ? ADHEREZ A ATTAC !

un réseau national, européen et international



POUR REJOINDRE ATTAC.

Envoyez ce bulletin, accompagné de votre règlement à :
Attac, Service adhésions
60732 Ste-Geneviève cedex - France

Attac France
66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : +33.(0)1.41.58.17.40 - Fax : +33.(0)1.43.63.84.62
Mail : attacfr@attac.org - Site : france.attac.org

L'HISTOIRE D'ATTAC EN QUELQUES DATES

Décembre 1997 : édito d'Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique* « Désarmer les marchés » concluant : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une Taxe Tobin d'aide aux citoyens, ATTAC ».

3 juin 1998 : assemblée générale constitutive d'Attac, dont le nom officiel devient « Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens. »

Décembre 1998 : première réunion internationale à l'issue de laquelle a été publiée la « plateforme internationale d'Attac ».

Juin 1999 : rencontres internationales sur le thème : « la dictature des marchés ? Un autre monde est possible », avec 70 délégations étrangères et plus de 1200 participants.

Novembre 1999 : Attac anime l'organisation de rassemblements unitaires en France contre le sommet de l'OMC à Seattle. Plus de 70 000 personnes se mobilisent.

Mars 2000 : première réunion des Attac européens et d'organisations proches. En tout, quinze pays représentés.

Août 2000 : première université d'été d'Attac à La Ciotat. Plus de 700 adhérents y participent.

Janvier 2001 : Attac participe à la création du premier Forum social mondial à Porto Alegre, qui regroupera 15 000 personnes face à la réunion des maîtres du monde à Davos.

Juillet 2001 : plus de 200 000 manifestants au contre-G8 de Gènes.

2001... : Attac se mobilise contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) : des centaines de collectivités se déclarent « zone hors AGCS ».

Janvier 2002 : présentation de nos analyses et propositions avec le Manifeste 2002 au Zénith à Paris devant plus de 5 000 personnes.

Novembre 2002 : 1^{er} Forum social européen (FSE) à Florence, avec la présence de milliers de représentants d'organisations, mouvements sociaux, ONG, syndicats venant de toute l'Europe.

Printemps 2003 : Attac anime le débat sur les retraites pendant une forte mobilisation sociale.

Juin 2003 : forte mobilisation lors du contre G8 à Annemasse.

Août 2003 : 300 000 personnes au rassemblement altermondialiste du Larzac.

Janvier 2005 : Attac se lance dans la campagne pour le NON au traité constitutionnel européen qui aboutira, après une mobilisation sans précédent, au rejet du projet le 29 mai.

2006 : large débat autour de la rédaction du Manifeste d'Attac, qui paraîtra en janvier 2007, avec comme mot d'ordre « bâtir un monde solidaire, écologique et démocratique ».

Août 2007 : 800 participants à la huitième Université d'été d'Attac, à Toulouse.

Automne-hiver 2007 : mobilisation avec les Attac d'Europe contre le Traité modificatif européen et pour la construction d'une autre Europe.

2008-2009 : Mobilisation avec toutes les Attac d'Europe contre la crise globale et pour sortir l'humanité de l'économie du profit et de la spéculation

EN 2009. IL N'Y A PLUS À HÉSITER...

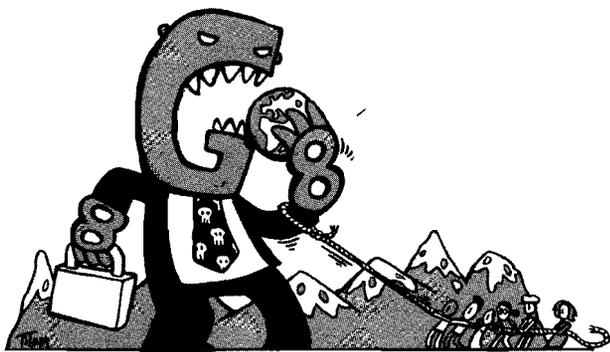
La crise financière n'est pas un accident, elle est le résultat logique d'un gigantesque casino qui joue l'avenir du monde à la roulette pour toujours plus de profit. Il est maintenant prouvé que la taxation des opérations financières est indispensable.

L'explosion des inégalités dans le monde est avérée, elle est due au détournement vers les actionnaires de la richesse produite par les travailleurs, le tout planifié par les patronats et les gouvernements néolibéraux. Le respect des droits sociaux et l'accès de tous à la protection sociale valent mieux que les cours boursiers.

Le productivisme qui détruit les équilibres écologiques est exacerbé par la recherche du profit à court terme. La sauvegarde de la planète ne sera pas possible sans une révision radicale du mode de développement, tourné vers la satisfaction des besoins sociaux.

L'Union européenne dérive à toute vitesse vers un modèle antisocial en son sein et vers un néocolonialisme à l'encontre des pays pauvres. Elle doit se reconstruire autour des peuples et par eux.

...Toutes les raisons sont réunies pour rejoindre Attac.



ATTAC INTERNATIONAL

En Europe : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Jersey, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse. (La coordination des Attac d'Europe se réunit régulièrement). **En Afrique :** Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Maroc, Sénégal, Togo, Tunisie. **Au Proche-Orient :** Liban. **En Amérique latine :** Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela. **En Amérique du Nord :** Québec et Colombie britannique. **En Asie :** Japon. **En Océanie :** Australie.

ATTAC. QU'EST-CE QUE C'EST ?

Lancée en 1998 suite à un éditorial du journal Le Monde diplomatique, l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) a rapidement rencontré un écho important. Aujourd'hui, l'association altermondialiste existe dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique latine, ainsi qu'en Asie, en Afrique, et également au Québec. Elle réunit environ 100 000 membres. En France, près de 15 000 personnes ont adhéré en 2007, réparties dans plus de 200 comités locaux sur tout le territoire.



ATTAC. POURQUOI ?

Les politiques néolibérales des trente dernières années ont assuré la domination de la finance internationale et la course aux profits. Elles ont conduit à la marchandisation de toute chose sur la planète, et sont responsables de l'instabilité économique, de l'aggravation de la crise écologique, de la précarisation des salariés, de l'exclusion, de l'explosion des inégalités dans le monde. Ce « capitalisme de casino » s'accompagne aujourd'hui d'un « capitalisme de caserne ». D'énormes moyens militaires sont employés pour protéger les intérêts des grands investisseurs et des sociétés transnationales. Ces évolutions sont présentées comme inéluctables au Nord comme au Sud.

C'est faux, il existe des alternatives ! Nous ne sommes pas condamnés à subir les ravages de cette mondialisation néolibérale. Attac, mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, vise à la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière. Elle cherche à la fois à dénoncer les mécanismes du néolibéralisme et à être une force de proposition pour dessiner les contours d'un autre monde possible.

UN MOUVEMENT PAS COMME LES AUTRES...

Attac, association d'éducation populaire, n'est ni un syndicat, ni un parti politique, et n'aspire pas à participer aux élections.

Elle s'appuie sur un collège des fondateurs (associations, syndicats, titres de presse et personnes physiques) et dispose de l'expertise d'un conseil scientifique de plus de 110 membres.

Elle est dirigée par un conseil d'administration de 42 membres élus par les adhérents, dont 18 fondateurs proposés par leur collège.

Ses comités locaux et groupes « Attac campus » agissent au quotidien sur les thématiques altermondialistes et les problématiques locales.

AGIR LOCAL, PENSER GLOBAL

Attac produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des actions et des manifestations aux niveaux international, national ou local.

Présente sur le terrain dans les luttes quotidiennes contre les ravages du néolibéralisme, elle fournit les analyses nécessaires pour lui opposer des alternatives crédibles.

ATTAC, C'EST AUSSI...

- Un site, france.attac.org, qui compte plus de 7 000 articles publiés et est mis à jour quotidiennement. Vous y retrouverez les dernières infos sur les campagnes en cours, ainsi que l'ensemble de ses travaux, analyses et propositions.
- Plusieurs lettres électroniques : le Grain de Sable, la lettre d'information d'Attac France, la lettre du Conseil scientifique et la lettre « Attac en mouvement ».
- Lignes d'Attac, journal envoyé régulièrement aux adhérents et abonnés.
- Une université d'été qui se tient chaque année à la fin du mois d'août.

L'association est présente partout en France. Pour contacter le comité local le plus proche de chez vous : local.attac.org



attac

Attac France
66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél. : +33.(0)1.41.58.17.40 - Fax : +33.(0)1.43.63.84.62
Mail : attacfr@attac.org - Site : france.attac.org

BULLETIN D'ADHESION 2009

NOM (en capitales)

PRENOM

Homme Femme

Date de naissance

Profession

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Téléphone fixe

Mobile

Adresse électronique

Je ne souhaite pas que ces renseignements soient communiqués au comité d'Attac de ma ville, région ou pays.

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

J'adhère à Attac et verse pour l'année civile 2009 un montant (pouvant comporter l'abonnement de 12 € à Lignes d'Attac) de :

- (tranches de revenu mensuel)
- | | |
|---|--------|
| <input type="checkbox"/> 0 à 450 € | 13 € |
| <input type="checkbox"/> 450 à 900 € | 21 € |
| <input type="checkbox"/> 900 à 1200 € | 35 € |
| <input type="checkbox"/> 1200 à 1600 € | 48 € |
| <input type="checkbox"/> 1600 à 2300 € | 65 € |
| <input type="checkbox"/> 2300 à 3000 € | 84 € |
| <input type="checkbox"/> 3000 à 4000 € | 120 € |
| <input type="checkbox"/> au delà de 4000 € | 160 € |
| <input type="checkbox"/> Je verse en plus un don de | € |

J'effectue le règlement par :

- chèque bancaire ou postal
 carte bancaire n° : _____

3 derniers chiffres au dos de votre carte : _____
date d'expiration : _____
signature : _____ date : _____